



EMPLOI

LA BATAILLE DE L'EMPLOI

Le gouvernement et ses prédécesseurs prétendent faire de l'emploi un enjeu majeur.

La Direction, à grand renfort de campagnes de pub, passe le message suivant bien huilé, SNCF Réseau recrute !

Si les chiffres démontrent qu'en effet des recrutements sont réalisés, il nous apparait important de démontrer que la réelle motivation de la Direction est la casse de nos métiers.

Quels enjeux pour l'emploi ?

Le gestionnaire d'infrastructure mène actuellement, et pour les 10 prochaines années, un important travail de régénération, ainsi que des projets de développement enclenchés par le Grenelle de l'Environnement, même si ces derniers semblent avoir pris un peu de plomb dans l'aile dernièrement. L'ensemble de ces projets d'investissements nécessite des financements importants, et ni les financements publics, ni le montant des péages ne permettent de dégager suffisamment de ressources.

La réforme ferroviaire du 04 août 2014 a fixé l'objectif d'une stabilisation de la dette sous 10 ans et pour y parvenir, impose le respect de la « règle d'or » pour contenir l'endettement en limitant de fait les investissements visant à développer le réseau. L'objectif de dégager 500 M d'euros d'économies à l'horizon 2025 a ainsi été fixé.

Une partie de ces économies sera mécaniquement réalisée sur les charges de personnel, avec une hausse prévisible de l'emploi jusqu'en 2020, en particulier en Ile de France suivie d'une phase probable de réduction de 2020 à 2025, permise par le moindre besoin d'entretien sur le réseau rénové.

En effet, l'emploi et plus précisément les chiffres de l'emploi sont un enjeu majeur en cette période d'économies. Dans cette bataille pour l'emploi, la Direction s'emploie partout à brouiller les repères avec des périmètres en évolution permanente empêchant toute comparaison.

Par ailleurs, les recrutements au RH0254 se multiplient au détriment du statut.

Pourtant, au-delà de la communication d'entreprise sur le volume de recrutements, les collectifs de travail révèlent une souffrance inédite.

Pour la CGT, les directions d'établissement, au plus près des besoins, doivent répondre aux exigences qu'impose la sécurité des circulations, au-delà des travaux de régénération programmés. Cela passe par :

- Une formation professionnelle adaptée, de qualité et permettant le transfert des savoir-faire ;
- Des recrutements et des affectations au plus près de l'outil de production.



Or, force est de constater que les choix pris ou en passe de l'être, ne vont pas dans ce sens. Les directions d'établissement, par un subtil jeu de passe-passe, noient le poisson en s'appuyant sur différents indicateurs : les effectifs réels (ER), les effectifs disponibles (ED) et les effectifs disponibles en moyenne lissée annuelle (MLA).

Si 2016 démontre une hausse des effectifs à l'Équipement, il est important d'y regarder dans le détail. En effet, plusieurs éléments peuvent l'expliquer selon les sites :

- Une croissance liée au solde des mutations des agents du cadre permanent, sûrement due à l'accélération du repli des effectifs à Mobilités ;
- Une explosion du recours aux CDD ;
- Les recrutements annoncés en 2016 ont tout juste permis de couvrir les cessations. En Ile de France, les effectifs du métier n'ont augmenté que de 0,1%, soit 5,4 ETP supplémentaires.

Malgré une forte croissance des investissements, les effectifs sont décorrélés et demeurent stables, et de vraiment le rester jusqu'en 2020.

En Ile de France, l'ITIF (Infralog Travaux IDF) est en charge d'une partie de ces investissements, pourtant ses effectifs n'ont crû que de 38 ETP.

Pour la CGT, la bataille de l'emploi doit être menée partout. Les directions ne peuvent plus se cacher derrière des arguments tels que : « nous avons recruté plus de 500 agents depuis 2011 ».

Le constat est pourtant tout autre, force est de constater que c'est la sous-traitance qui a capté l'essentiel de cette hausse de charge. On constate une pression à la baisse sur les effectifs en INFRALOG, avec là aussi, un recours accru à la sous-traitance.

Tout le paradoxe est là, si les effectifs sont en hausse en 2016, ils masquent en réalité de nombreux mouvements en interne et une tendance lourde à l'accentuation de la sous-traitance.

Pour la CGT, le maintien des connaissances au centre de nos métiers est l'enjeu du moment. En modulant l'emploi, la formation, la Direction tente de remodeler les métiers et missions des cheminots de l'équipement.

La sécurité, la formation, nos savoir-faire sont le ciment de nos métiers et la garantie d'un avenir sans dumping social. Pour cela, les cheminots doivent prendre conscience des enjeux du moment. Comme la CGT l'écrit depuis plusieurs mois, les négociations qui vont s'ouvrir sur le périmètre des métiers vont être cruciales pour l'avenir de la filière.

Face aux discours toujours rassurants de la Direction affirmant que « rien ne change », soyons lucides et restons mobilisés !

